

Les coûts cachés des budgets « équilibrés »

Ces derniers temps, plusieurs politiciens provinciaux parlent constamment d'équilibre budgétaire. Ils répètent qu'il faut « rationaliser » les services et garantir la « viabilité » des finances publiques. Cependant, dans le portrait qu'ils dressent publiquement, ils omettent d'évaluer les coûts et les avantages des compressions dans les services publics en tenant compte du coût de la hausse des emprunts ou de la possibilité de

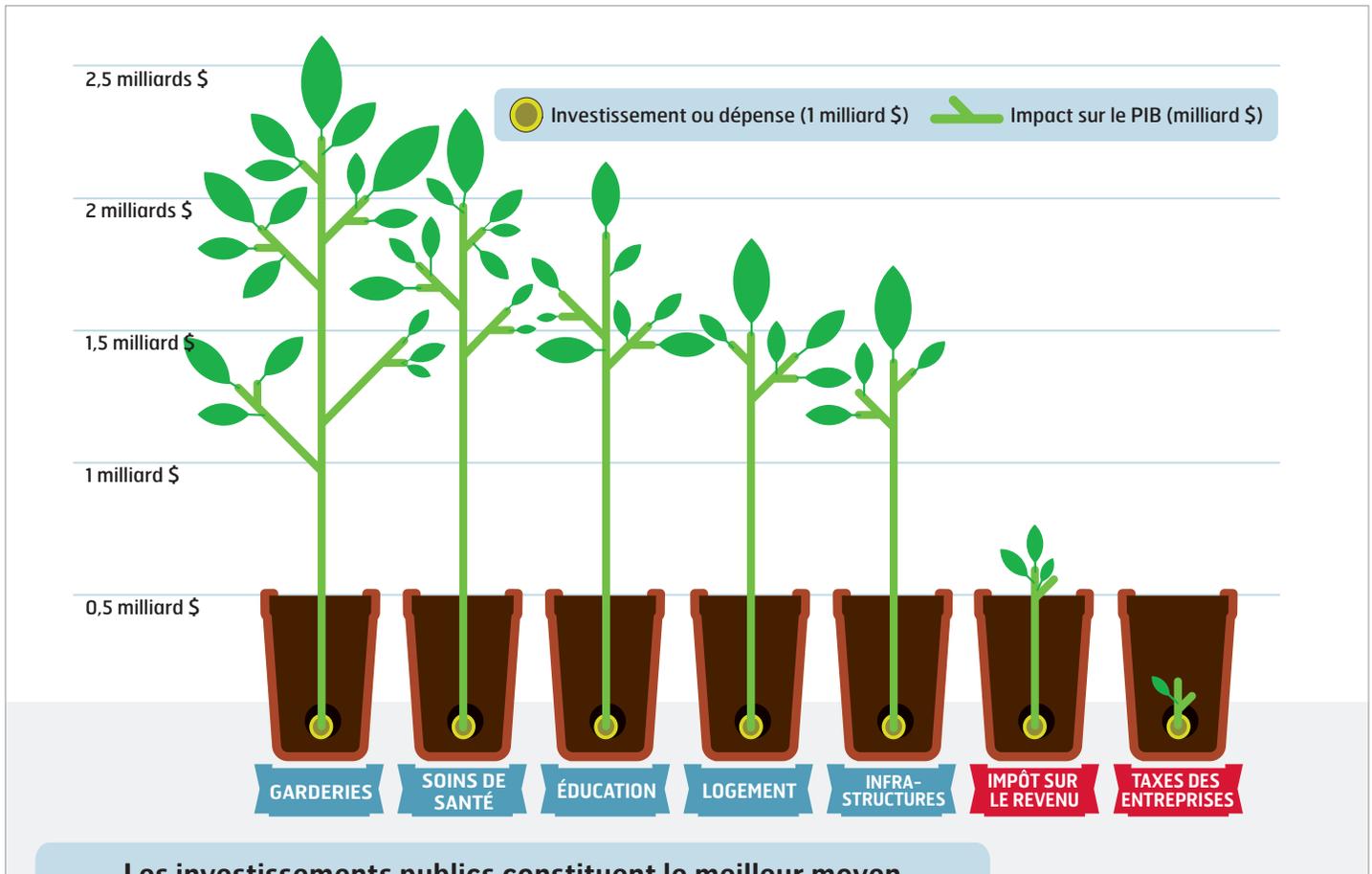
générer des revenus supplémentaires en haussant les impôts. De plus, ils passent carrément sous silence une autre réalité : les baisses d'impôts rendent « l'équilibre » encore plus difficile à atteindre.

L'équilibre budgétaire n'est qu'une facette de l'équilibre d'une société. On doit se demander qui écope lorsqu'un gouvernement équilibre son budget en refilant la facture aux gens qui dépendent des services publics,

aux travailleurs des services publics et à l'ensemble de la population.

On tient souvent pour acquis qu'un budget équilibré est un budget responsable. C'est faux. Il peut sembler logique que les dépenses d'un gouvernement ne dépassent pas ses revenus, mais il s'agit en fait d'une vision étroite et à court terme. Par exemple, il est tout à fait justifié pour un gouvernement d'enregistrer

suite à la page 3



Les investissements publics constituent le meilleur moyen de stimuler l'économie, pas les compressions.

COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

Le salaire viable à St-Jean de Terre-Neuve est de 18,85 \$ l'heure

Une nouvelle étude du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) révèle que le salaire viable pour vivre à St-Jean, la capitale de Terre-Neuve-et-Labrador, est de 18,85 l'heure. C'est 7,45 \$ de plus que le salaire minimum actuel, qui est de 11,40 \$ l'heure. Le salaire viable correspond à ce que doit gagner une personne travaillant à temps plein pour répondre à ses besoins fondamentaux dans sa communauté, soit se nourrir, se vêtir, se loger et se déplacer. Pour arriver à ce chiffre, l'étude a analysé les besoins d'une famille de quatre personnes vivant à St-Jean comptant deux adultes travaillant 35 heures par semaine. La province compte plus de 70 000 travailleurs gagnant moins de 15 \$ l'heure et la plupart sont des femmes. Pour le bénéfice de ses membres, le SCFP Terre-Neuve-et-Labrador compte utiliser ces données sur le coût de la vie à St-Jean lors des négociations collectives.

Les garderies ont un effet bénéfique sur le salaire viable en Colombie-Britannique

Une autre étude du CCPA indique que les services de garde abordables ont fait baisser le revenu nécessaire pour couvrir les besoins de première nécessité en Colombie-Britannique. En effet, le salaire viable a baissé



dans l'ensemble de la province grâce aux investissements du gouvernement provincial dans les garderies. Dans le Grand Vancouver, le salaire viable a diminué de près de 3 \$ l'heure grâce à deux programmes provinciaux, l'Affordable Child Care Benefit (Allocation pour des services de garde abordables), qui est lié au revenu, et la Child Care Fee Reduction Initiative (Initiative pour la réduction des frais de garde), qui est universelle. Cette étude nous rappelle que les politiques gouvernementales et les services publics universels contribuent directement à rendre la vie plus abordable et à améliorer la qualité de vie des travailleurs.

La dette des ménages à faible revenu est liée aux prix de l'immobilier

Une nouvelle étude de Statistique Canada examine l'évolution de la

dette des ménages depuis la dernière récession dans diverses communautés et par tranches de revenu. Les chercheurs ont constaté que les ménages à faible revenu de Vancouver et de Toronto ont 4 \$ de dette pour chaque dollar de revenu, ce qui est beaucoup plus que la moyenne canadienne (1,75 \$ de dette pour chaque dollar de revenu). Les chercheurs ont également constaté que bien que la dette de la plupart des ménages canadiens ait augmenté par rapport à leur revenu, la valeur de leurs actifs a elle aussi augmenté. Cela s'explique entre autres par la hausse des prix des maisons, surtout à Vancouver et Toronto. Pour les familles à faible revenu qui peinent à joindre les deux bouts, la solution passe par un meilleur accès à des logements abordables dans les centres urbains où les prix de l'immobilier ont explosé.

L'Économie au travail est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses fouillées des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à scfp.ca/economie-au-travail. Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel à *L'Économie au travail*, allez à scfp.ca/abonnement.

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Angella MacEwen. Karin Jordan est la rédactrice en chef. La relecture a été effectuée par Céline Carré et Vicky Allard. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker.

Veuillez communiquer par courriel (amacewen@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



SCFP | Syndicat canadien de la fonction publique



ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Croissance

La croissance économique au pays est moins forte que prévu depuis le début de l'année. La Banque du Canada a abaissé sa prévision de croissance à 1,2 % pour 2019, mais elle s'attend toutefois à ce que la croissance s'accélère en 2020.

Emploi

La croissance de l'emploi continue d'être solide, surtout en Ontario et au Québec. À 5,7 %, le taux de chômage demeure à un de ses niveaux les plus bas en 40 ans.

Salaires

L'augmentation moyenne du salaire de base dans les conventions collectives a été de 1,7 % lors du premier trimestre de 2019.

Inflation

Selon les prévisions, l'inflation atteindra 2 % d'ici la fin de 2019.

Taux d'intérêt

La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 1,75 % en mai 2019. Si la croissance économique demeure lente, la prochaine hausse pourrait être reportée à 2020.

suite de la page 1

Les compressions nuisent aux communautés et à l'économie

un déficit pour investir dans des garderies publiques qui rendront la vie plus abordable pour les familles et qui s'autofinanceront grâce à l'arrivée de davantage de femmes sur le marché du travail.

Prendre des décisions à court terme pour équilibrer un budget peut entraîner une hausse des coûts à long terme et nuire à la prospérité économique. Le sous-financement des infrastructures publiques de transport en commun constitue un bon exemple. Il engendre une hausse des coûts d'entretien à long terme et engorge le système routier, ce qui nuit à la productivité des gens qui mettent plus de temps à se rendre au travail.

Dans d'autres cas, l'impact est plus immédiat. Des compressions dans un domaine peuvent faire augmenter les dépenses dans d'autres secteurs gouvernementaux. Parfois, les gens doivent financer de leur propre poche les coûts additionnels. Les compressions en santé et en médecine préventive représentent

un bon exemple, car elles entraînent une hausse des hospitalisations.

Les réductions de personnel et les compressions budgétaires dans les hôpitaux, les soins de longue durée et les services de garde engendrent des coûts directs pour les familles qui doivent prendre le relais.

Les compressions dans le secteur public nuisent à l'ensemble de la société. La qualité et la disponibilité des services diminuent et les gens doivent dépenser davantage pour les services dont ils ont besoin. Les travailleurs licenciés ont moins d'argent à dépenser, tandis que l'imposition de gels salariaux par les provinces fait en sorte que les salaires des employés des services publics stagnent. Conséquemment, moins d'argent circule dans l'économie locale et il est plus difficile pour les entreprises de réinvestir dans la communauté. Les données de Statistique Canada illustrent comment les dépenses gouvernementales dans certains secteurs précis

profitent à l'ensemble de l'économie. En se fondant sur ces données, le SCFP Ontario a calculé que les compressions contenues dans le budget 2019 du gouvernement Ford menacent plus de 50 000 emplois dans la province.

Un véritable « équilibre » budgétaire doit aller au-delà des résultats fiscaux à court terme. Un gouvernement doit tenir compte d'une multitude de facteurs pour s'assurer que ses budgets sont véritablement équilibrés. Le coût des emprunts publics n'a jamais été aussi bas qu'à l'heure actuelle. Il a aussi été clairement démontré que les dépenses publiques dans plusieurs secteurs engendrent des avantages sociaux, environnementaux et économiques qui surpassent grandement le coût des emprunts.

Le résultat net? Sabrer les services publics est aussi irresponsable sur le plan fiscal que sur le plan social.

Une étude souligne la valeur des services publics

Nous dépendons tous des services publics. Statistique Canada a récemment calculé la valeur économique que nous retirons des dépenses dans les services publics, notamment en santé, en éducation, ainsi que dans le logement, les loisirs et la culture. Le résultat indique que cette valeur économique atteignait en moyenne 12 500 \$ par personne en 2018.

C'est la première fois que Statistique Canada mesure la valeur que les dépenses gouvernementales rapportent aux ménages dans ses données sur le revenu et la richesse des ménages. Ces nouvelles données sur les transferts sociaux en nature feront désormais partie des analyses économiques globales de Statistique Canada. Ces chiffres nous aideront à mieux comprendre l'importance économique et sociale des services publics pour la population canadienne.

Les services publics offrent à la plupart des gens une valeur ajoutée bien supérieure au montant de leurs charges fiscales. De plus, des services publics universels et de haute qualité rendent la vie plus abordable pour tous, contribuent à réduire les

inégalités et aident les gens à faire face aux difficultés économiques.

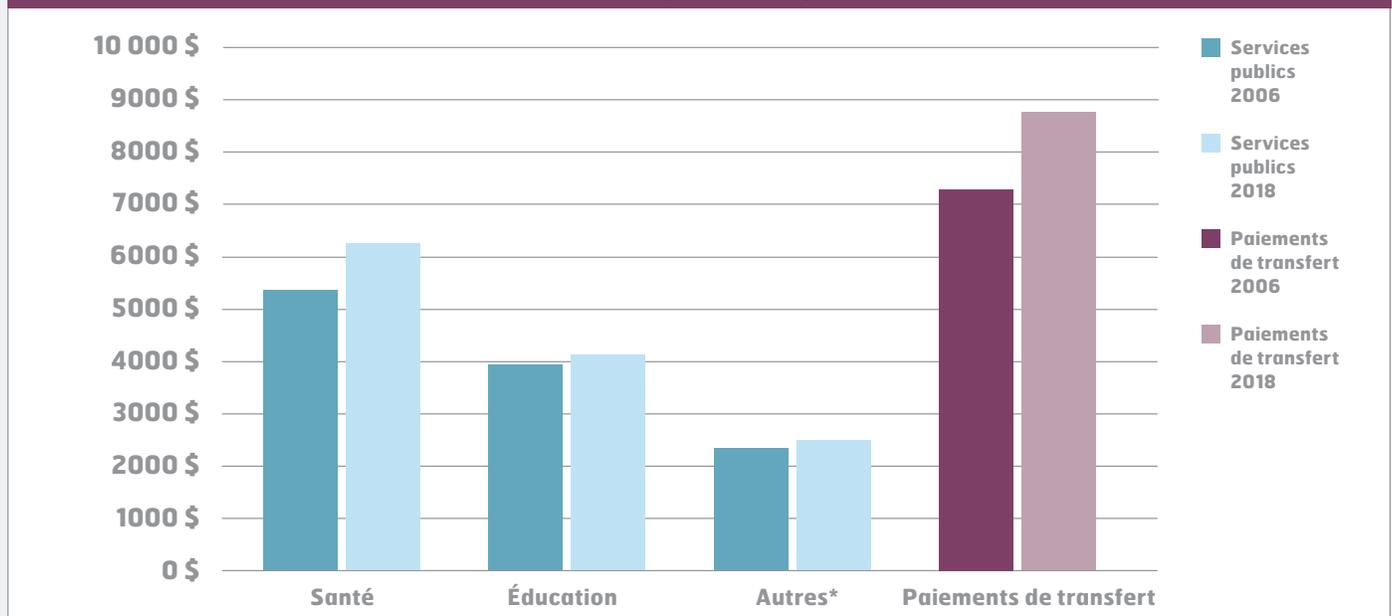
Il y a dix ans, le Centre canadien de politiques alternatives avait mené une étude semblable sur les avantages des services publics, intitulée *L'aubaine discrète du Canada*. Cette étude utilisait une méthodologie légèrement différente, qui inclut les transferts gouvernementaux aux individus. Elle soulignait que « pour la vaste majorité des Canadiens, les services publics sont carrément la meilleure affaire qu'ils feront de toute leur vie ».

Puisque les comptes économiques du Canada incluent déjà les transferts gouvernementaux, les données sur les transferts sociaux en nature de Statistique Canada ne tiennent compte que des services publics. Les deux études arrivent toutefois à la même conclusion. En tenant compte de l'inflation, la valeur des services publics calculée par le CCPA équivaldrait à 13 500 \$ par personne, plus 7220 \$ additionnels en transferts (comme l'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse, et le Supplément de revenu garanti), ce qui est assez proche des conclusions de Statistique Canada.

Une analyse des données de Statistique Canada (voir tableau) indique que la valeur économique des soins de santé publics est celle qui a le plus augmenté depuis 2006, représentant près de la moitié de la valeur totale des services publics offerts aux Canadiens en 2018. L'éducation est le deuxième secteur en importance, mais sa croissance a été lente depuis 2006. La catégorie regroupant les « autres » services publics a très peu évolué. Elle comprend notamment les dépenses gouvernementales dans les services et programmes comme le logement, les loisirs et la culture, les services sociaux et la protection environnementale.

Fait intéressant, la valeur moyenne des transferts en espèces aux particuliers a augmenté de près de 1500 \$ depuis 2006, soit plus que la hausse totale de la valeur des services publics (1200 \$). Cela reflète le fait que les gouvernements ont haussé les transferts directs, comme l'Allocation canadienne pour enfants, sans toutefois investir pour élargir la prestation de services publics.

La valeur des services publics pour les Canadiens



Dépenses gouvernementales dans les services et programmes comme le logement, les loisirs et la culture, les services sociaux et la protection environnementale.
Source: Statistique Canada, tableaux 36-10-0588-01, 36-10-0112-01, et 18-10-0005-01